Points de contact et adhésion 2021

La pandémie oblige à réduire les réunions physiques, mais les militant·es restent sur le pont. Des rencontres en visio sont organisées et les mobilisations se poursuivent : il y a forcément un point de contact près de chez vous !
attac92@attac.org - https://local.attac.org/attac92/ et sur les réseaux sociaux

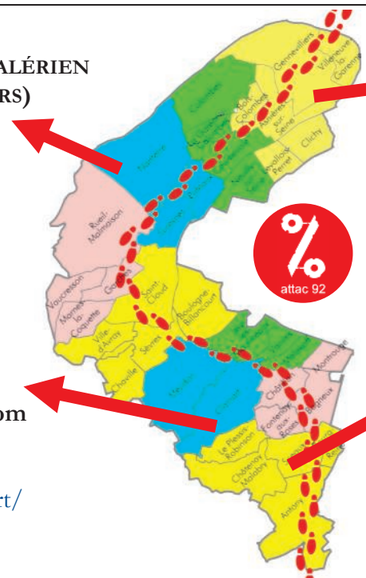
REJOINDRE LE GROUPE MONT-VALÉRIEN (RUEIL - NANTERRE & ALENTOURS)

• **Joindre** Bruno : 0682 883 973
bruno.sebilet@lilo.org
ou Ferroudja : 0685 941 711
ferrouda.boudjemai@orange.fr

REJOINDRE LE GROUPE CLAMART - MEUDON & ALENTOURS

• **Réunion mensuelle les lundis 22 février, 15 mars, 12 avril par zoom ou dans une salle à Clamart, pour se renseigner :**
https://local.attac.org/attac92clamart/

• **Joindre** Thérèse : 0607 447 395



REJOINDRE LE GROUPE CLICHY - ASNIÈRES & ALENTOURS

• **Joindre** Pierre : 0675 750 566
ou Guy : 0618 111 120
ou écrire à attac92gp2@yahoo.fr

REJOINDRE LE GROUPE CABLES (CHATENAY, ANTONY & ALENTOURS)

• **Joindre** Florence :
attac.cables92@gmail.com
ou Daniel : 0146 544 808
co2monamour@yahoo.ca

Parmi les sept bonnes raisons d'adhérer à Attac, il y en a forcément une qui vous concerne !
J'adhère à Attac : https://france.attac.org/agir-avec-attac/adherer

1. Désarmer multinationales et finance : il est temps de remettre les peuples et la nature au coeur des politiques publiques. Contestons le système des lobbies et la faiblesse des États face aux acteurs privés.

2. Rejoindre un important mouvement d'éducation populaire et son comité local du 92 pour participer aux réunions publiques et mobilisations pour développer des alternatives aux ravages du néolibéralisme.

3. Faire partie d'un réseau international de plusieurs dizaines de milliers d'adhérent·es, décidé·es, comme vous, à construire un nouveau modèle de société, respectueux·ses de la nature et de l'humanité.

4. S'abonner aux journaux Lignes d'Attac et Angles d'Attac 92 nourris par les analyses d'économistes, d'universitaires et de militant·es engagé·es pour plus de justice sociale, fiscale et climatique.

5. Assurer l'indépendance financière d'Attac, le bon fonctionnement de sa démocratie et permettre la mise en place de campagnes et d'actions influentes et décisives.

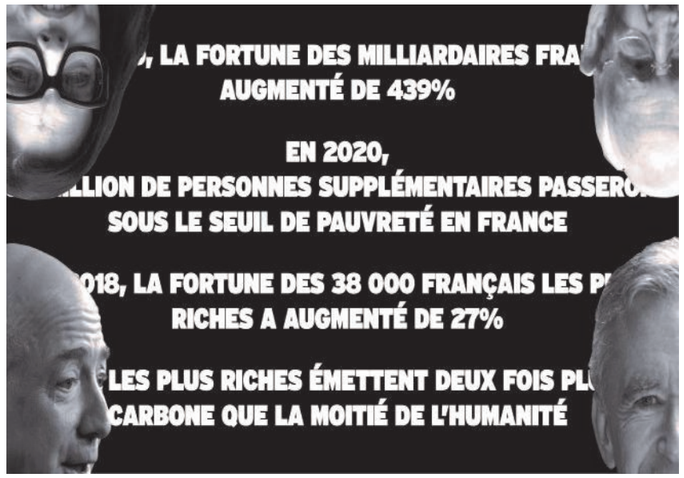
6. Participer à la démocratie d'Attac et d'Attac 92 car au national comme au local, ce sont les adhérents et les adhérentes qui font la politique de l'association et décident de leurs priorités d'action.

7. Promouvoir l'action citoyenne directe, radicale et non-violente, destinée à attirer l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur les dérives sociales, fiscales et climatiques des banques et des multinationales (Apple, Société générale, Bayer Monsanto, Google, Total, etc.).

***Adhérez à Attac sur le site d'Attac France (de 13 à 400 € par an, suivant vos revenus) :* https://france.attac.org/**

S'informer & Agir, un autre monde est possible * *Le Mag d'Attac 92* * n° 10, parution janv. - mars 2021
Directrice de la publication : Nathalie Levray - Dépôt légal : à parution - ISSN en cours - Tirage : 2 500 exemplaires

attac 92
S'informer & Agir
Un autre monde est possible * *Le Mag d'Attac 92* * janv. mars 2021 n° 10



Fermer des lits d'hôpitaux, faire culpabiliser, stigmatiser, mentir, pour finir par nous re-confiner une deuxième fois et nous imposer le couvre-feu ! Plus besoin de démontrer l'incompétence et l'aveuglement, ou pire, le pillage calculé et le cynisme de ce gouvernement, les faits parlent d'eux-mêmes. En 2020, 100 000 postes manquent dans les hôpitaux, un million de personnes supplémentaires tombent dans la pauvreté et la fortune des Bezos, Bettencourt, Arnault et compagnie augmentent toujours plus ! Les 100 milliards du plan de relance tombent dans leur poche… Ne nous laissons ni museler, ni désespérer. Démasquons les profiteurs de la crise en pointant à la fois l'indécence sociale, fiscale et écologique des ultras riches et les mesures du gouvernement qui continuent à les engraisser : https://colibris.link/XlxQ6

Éditorial

Education populaire et combat démocratique : deux urgences pour 2021 !

Alors qu'on nous parle dépistage, vaccins et gestes barrières et que la relance du monde d'avant sera inefficace, injuste et antiécologique, un rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) d'octobre 2020 passe inaperçu. Il nous dit pourtant que la prévention des pandémies passe essentiellement par du non-médical et notamment par la préservation de la biodiversité, l'utilisation des terres à bon escient, la non-intensification de l'agriculture, la réduction du commerce, de la production et de la consommation non-durables.

Alors que la pandémie a démontré combien la santé de la population est dépendante de ses facteurs socio-économiques et environnementaux, les stratégies de santé publique n'intègrent toujours pas ou trop peu l'enjeu des inégalités sociales de santé.

Alors que la Convention citoyenne pour le climat a fait la preuve de l'intérêt de cet outil démocratique et de la capacité des citoyen·nes à se l'approprier pour construire des propositions d'intérêt général, sensées, adéquates et finançables, Macron refuse toujours de donner plus d'ambition à la loi Climat.

Dans ce contexte politique et social plus que délétère, amplifié par les textes liberticides que veut imposer le gouvernement, Attac s'est associée à d'autres acteurs de l'éducation populaire et à des chercheur·euse·s pour interpeller pouvoirs publics, associations, médias et grand public sur l'urgence et la nécessité de mener un combat démocratique contre les tentations autoritaires, le repli sur soi et diverses formes de radicalisation. Ce combat passe par l'éducation populaire qui garantit tant une expression libre, non contrainte ou instrumentalisée que l'égalité. □

Attac, qu'est-ce que c'est ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.

S'informer

5G : l'argent avant tout !

Malgré les nombreuses demandes de moratoire, malgré l'avis de la convention citoyenne, malgré les mobilisations de plus en plus nombreuses, malgré les risques sanitaires mal évalués, le rouleau compresseur de la 5G est lancé. Il faut dire que les lobbyistes des ondes travaillent d'arrache-pied depuis une vingtaine d'années pour imposer des normes liées à l'émission des ondes électromagnétiques, dont les seuils ont été fixés pour pouvoir être très facilement atteints par les industriels et non pour protéger la santé des citoyens. Les nécessaires réflexions relatives à la sobriété numérique et énergétique, ou encore le véritable choix de société que soulève cette technologie, sont pour leur part absents de la réflexion gouvernementale. Le gouvernement préfère, dans le contexte actuel de la crise COVID et des alertes du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en faire une priorité et la déployer rapidement au titre du « retard de la France ». Mais un retard dans quel domaine ? Celui du pouvoir de l'argent au mépris de la démocratie ? ☐

La marche des libertés contre la dérive autoritaire

Attac France et ses comités locaux sont engagés au sein de la coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale contre la proposition de loi « sécurité globale ». Leurs militant·es participent depuis novembre 2020 aux marches des libertés pour obtenir le retrait du Schéma national du maintien de l'ordre et des dispositions de cette loi organisant la surveillance de masse à l'aide de drones et de caméras piétons, la sélection des journalistes et l'interdiction de la diffusion des images des violences commises par les forces de l'ordre. Au-delà de ces atteintes au droit à l'information et alors que les policiers manifestent en uniforme et en plein couvre-feu devant les domiciles d'élu·es ou devant des tribunaux, Attac s'oppose à la dérive autoritaire de la société, révélée par exemple par l'adoption d'une loi Sécurité intérieure tous les deux ans en moyenne depuis vingt ans, les interventions musclées des brigades anti-criminalité au cœur des quartiers populaires, l'augmentation des violences policières contre les manifestants, l'autorisation du fichage en raisons d'opinions politiques ou syndicales, de comportements et d'habitudes de vie (décrets du 2 décembre 2020), le contrôle accru du mouvement associatif (projet de loi « confortant les principes républicains »). Contre l'instauration d'un État de police, défendons sans relâche nos libertés ! ☐

Les inégalités hommes-femmes renforcées par le télétravail

Lors du confinement de mars 2020, une large part des salarié.es s'est vue forcée de travailler à domicile du jour au lendemain. Des impacts négatifs du télétravail avaient déjà été soulignés par certaines études, notamment de l'Institut national de recherche sur la santé et la sécurité au travail (INRS) : intensification du travail, désynchronisation des horaires, stress et insomnies, hyper-connexion, chevauchement entre vie personnelle et vie professionnelle, ainsi que dégradation du travail collectif et sentiment d'isolement au-delà de deux à trois jours de télétravail par semaine. Mais surtout le télétravail révèle des inégalités profondes entre les hommes et les femmes dans la sphère privée (étude récente de l'Institut national d'études démographiques - INED). Outre la difficulté plus grande pour les femmes à disposer d'un espace dédié pour travailler, les conditions d'exercice de leur travail à distance diffèrent de celles des hommes. Ainsi sont-elles nombreuses à témoigner utiliser leurs pauses pour étendre une lessive, passer l'aspirateur, faire des courses pour la famille... La période où les enfants étaient confinés à la maison a été plus dure pour les femmes, en supprimant « le temps où elles peuvent n'être ni épouses ni mères », la sphère d'autonomie pour beaucoup d'entre elles étant liée au lieu de travail. « Papa travaille, va voir Maman » semble donc toujours d'actualité, même quand celle-ci travaille aussi. Cette réalité pose ainsi la question-clé de la valeur donnée au travail de l'une et de l'autre !

Dans l'autre monde imaginé par Attac, la transition ne doit pas être seulement sociale et écologique, elle doit également être féministe ! ☐

Agir

Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance !

Plus jamais ça : du global au local (et vice-versa)

En avril 2020, avec seize syndicats et associations, Attac France lançait une pétition pour réclamer des mesures de rupture et de long terme pour faire face à l'urgence sanitaire. Dans sa continuité, des collectifs locaux se sont créés. Celui du Mont-Valérien - auquel le groupe éponyme d'Attac 92 participe - a organisé et réalisé, avec la participation d'habitant·es de Nanterre, sa première action en tant que tel : une collecte de produits alimentaires et d'hygiène au bénéfice du Secours Populaire Français (SPF). Dix-sept bénévoles se sont ainsi relayé·es en décembre 2020 au Monoprix de Nanterre pour assurer l'information des client·es à l'entrée, la collecte en sortie et la mise en carton pour le transport qui a été assuré à vélo du magasin au lieu de stockage. Près d'une tonne de produits ont ainsi été acheminés à l'antenne du SPF. Le personnel du magasin a mis à notre disposition le matériel nécessaire à l'action et a supporté une présence parfois envahissante et les encombrantes piles de cartons. L'ambiance a été excellente entre des bénévoles d'horizons très divers qui se découvraient. Au-delà de l'action caritative, il s'agit pour les militant·es d'Attac 92 Mont-Valérien de faire vivre localement la campagne nationale *Plus jamais ça* et de tisser un réseau d'associations locales. Rendez-vous est d'ailleurs pris pour un ciné-débat dans un lieu de convivialité alternatif. ☐

STOP_AMAZON, avant qu'il ne soit trop tard

Les militants et militantes d'Attac 92 ont agi fin novembre et début décembre pour dénoncer Amazon et son monde et promouvoir une économie locale créatrice d'emplois, génératrice de lien social et compatible avec les impératifs climatiques. Les bonnes raisons pour stopper la multinationale ne manquent pas. Parmi les 30 qui ont été recensées par Attac, figure la destruction d'emplois dans le commerce de proximité, comme le reconnaissait déjà en 2019 le député LREM et ancien secrétaire d'État Mounir Mahjoubi. Plusieurs études de 2020 indiquent ainsi que la multinationale Amazon détruit 4,5 emplois de proximité à chaque emploi qu'elle crée. Alors que les petits commerces de centre ville, encore plus fragilisés par la crise sanitaire, sont au bord de la faillite, le moratoire sur la construction des entrepôts de e-commerce proposé par la Convention citoyenne pour le climat est enterré par le gouvernement.

Retrouvez les 29 autres bonnes raisons – conditions de travail, évasion fiscale, fraude à la TVA et pollution – ici : https://colibris.link/1IOuP et la note d'Attac sur la fraude massive à la TVA : https://colibris.link/DMMZo

Légende des photos : actions STOP_AMAZON dans les Hauts-de-Seine, entre le 21 décembre et le 8 décembre ☐